



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE MER

Liberté
Égalité
Fraternité



MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
MER

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

 FOCUS DEVELOPPEMENT DURABLE

ÉCOLOGIE, CLIMAT, TRANSPORT, ÉNERGIE, VILLE DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE WASHINGTON

N° 2021-14 – 16 Avril 2021

SOMMAIRE

Climat - Ecologie

- Premiers éléments sur le climat dans le budget du Président Biden
- Coopération sur le climat : les USA font face à des frictions avec la Chine

Transport

- Le plan infrastructures peine à convaincre l'opposition républicaine
- Feux au vert pour avancer le projet de péage urbain à New York
- Polly Trottenberg nouvelle Secrétaire adjointe aux transports

Energie

- Granholm dessine un « clean energy standard » à l'épreuve du Congrès
- Les États-Unis à mi-chemin d'une électricité décarbonée
- Echec d'un projet d'interdiction de la fracturation hydraulique en Californie

Ville durable

- Le retour dans l'accord de Paris donne un nouvel élan aux villes durables
- Arrivée des e-trottinettes à NYC

AGENDA

- 22 avril : [Sommet mondial sur le climat](#) organisé par le Président Biden

Climat - Écologie

Coopération sur le climat : les USA font face à des frictions avec la Chine

John Kerry, l'envoyé du président Biden pour le climat, fait pression sur la Chine pour qu'elle fasse davantage pour lutter contre le réchauffement de la planète. Malgré les tensions qui peuvent exister entre les Etats-Unis et la Chine, les deux pays s'engagent publiquement à faire davantage pour lutter contre le réchauffement de la planète. Le problème sera de travailler ensemble sur ce sujet.

En effet, la compétition entre les deux pays pourrait faire dérailler leur coordination sur le climat. L'intensification de la rivalité technologique pourrait se répercuter sur la politique climatique, où les innovations en matière d'énergie, de batteries, de véhicules et de séquestration du carbone offrent des solutions pour réduire les émissions. Les législateurs américains exigent déjà que les États-Unis bloquent l'utilisation de produits chinois dans les projets d'infrastructure proposés par M. Biden.

L'un des principaux objectifs du déplacement de M. Kerry en Chine cette semaine est de rallier les officiels chinois au sommet virtuel sur le climat qui réunira des dizaines de dirigeants mondiaux le 22 avril prochain. [Selon le New York Times](#), en date du 15 avril, M. Xi n'aurait pas encore accepté l'invitation, mais il participerait vendredi à une conférence avec le Président français Emmanuel Macron et la Chancelière allemande Angela Merkel. Les analystes considèrent cette stratégie comme un moyen pour la Chine de rappeler aux États-Unis qu'ils ne sont pas l'élément central de ses priorités internationales.

Premiers éléments sur le climat dans le budget du Président Biden

Le président Biden propose une augmentation de 14 milliards de dollars pour le climat et souhaite ainsi en faire le deuxième pôle de son budget, après l'éducation. La justice environnementale figure parmi ses premiers objectifs, à la croisée de ses deux principales promesses : stopper le

réchauffement climatique et lutter contre les inégalités sociales.

Pour obtenir une électricité propre d'ici 2035, le Président Biden attribuerait au *Department of Energy* environ 2 milliards de dollars pour développer des projets d'énergie propre. Ce projet s'inscrit symboliquement dans le prolongement du plan d'infrastructures pesant 2300 milliards de dollars et visant notamment le déploiement d'un réseau électrique décarboné.

Un plan de \$1,4 milliards serait dédié à la justice environnementale et sociale. Ce plan doit s'assurer que 40% des bénéfices climatiques concerneront les communautés défavorisées. Le *Department of Justice* se verrait accorder plusieurs millions de dollars pour permettre la poursuite des affaires devant les tribunaux et permettre ainsi l'application du principe pollueur-payeur. En outre, des fonds seront destinés aux villes et communautés dépendant du charbon. Le Président Biden souhaite aussi renforcer la résilience des infrastructures fédérales face aux catastrophes climatiques. Parmi les populations les plus vulnérables, \$450 Mns seraient ainsi attribués aux projets améliorant la résilience des communautés amérindiennes.

Dans ce budget, on retrouve les thèmes des énergies propres, du transport, de la justice environnementale, de l'adaptation au changement climatique. Ces thèmes sont chers au Président Biden, mais son budget doit passer par la validation du Congrès, qui ne partage pas nécessairement l'ensemble de ses vues ([E&E News](#)).

Chiffres de la semaine : 300

[The New York Times](#) rapporte que plus de 300 chefs de très grandes entreprises demandent dans une [lettre ouverte](#) à l'administration Biden de plus que doubler les objectifs de réduction des émissions fixés par l'administration Obama (notamment : Apple, Danone, Dell, eBay, EDF, Facebook, General Electric, Google, IKEA, LafargeHolcim, Legrand, McDonald's, Microsoft, Nestle, Nike, Paypal, Pfizer, Saint-Gobain, Schneider, Suez, Coca-Cola, etc.

Transport

Le plan infrastructures peine à convaincre l'opposition républicaine

La proposition de plan infrastructure présentée fin mars par le Président Biden suscite pour l'heure beaucoup d'opposition du côté des parlementaires républicains, qui rejettent en particulier son montant qu'ils considèrent démesuré (2.25 T\$), son périmètre trop large, qui va bien au-delà de la définition classique d'infrastructures de bâtiments et travaux publics (notamment avec des financements pour la petite enfance, les personnes âgées, les aides familiales), et les modalités de financement du plan, qui reposent sur un relèvement de l'impôt sur les sociétés. Le Président Biden, qui recevait le 12 avril une délégation de parlementaires républicains et démocrates des deux chambres pour rechercher les voies d'un soutien bipartisan, s'est dit prêt à négocier tous les points de sa proposition, y compris son financement. Les républicains pourraient soumettre dans les prochains jours une contre-proposition à la Maison blanche, dont le montant serait significativement revu à la baisse, et les objectifs recentrés sur les infrastructures plus traditionnelles (routes, aéroports, eau, haut-débit, réseau électrique...). ([The Hill](#), [Politico](#))

Feux au vert pour avancer le projet de péage urbain à New York

Le Département des Transports américain, par l'intermédiaire de la Federal Highway Administration, a [notifié](#) à la Metropolitan Transportation Authority (MTA) de New York qu'elle pouvait procéder à l'évaluation environnementale (*Environmental Assessment*) de son projet de péage urbain (congestion pricing), une procédure administrative simplifiée qui évite à la MTA de devoir s'engager dans une procédure plus détaillée et rigoureuse de déclaration d'impact environnemental (*Environmental Impact Statement*) qui aurait pu durer jusqu'à deux ans.

Le projet de péage urbain avait été mis en attente pendant de longs mois du fait du refus de l'administration Trump d'arbitrer sur cette question de procédure d'évaluation des impacts du projet.

Cette décision pourrait permettre de rendre possible une mise en œuvre du péage urbain avant fin 2022. Il couvrirait le sud de Manhattan (sud de la 60^{ème} rue), et vise à réduire le niveau de congestion et à financer le développement des transports collectifs. Le niveau de péage devrait se situer entre 12\$ et 14\$, en sus des péages déjà existant pour accéder à Manhattan. Il permettrait de lever environ 1 Mds\$ par an, et de couvrir l'émission de 15 Mds\$ d'obligations. ([CBS NY](#), [StreetBlogNYC](#))

Polly Trottenberg nouvelle Secrétaire adjointe aux transports

Polly Trottenberg a pris ses fonctions de Secrétaire adjointe aux transports, après sa confirmation par le Sénat le 14 avril. Mme Trottenberg apporte plus de 25 ans d'expérience dans le secteur public à tous les niveaux de gouvernement. Plus récemment, elle a occupé pendant sept ans le poste de Commissaire aux transports de la ville de New York, où elle a dirigé une agence de près de 6 000 employés en charge des infrastructures et services de transport de la ville. Mme Trottenberg avait auparavant occupé sous l'administration Obama la fonction de *Assistant Secretary* puis de *Under Secretary* pour les politiques de transport du DOT (équivalent à la 3^{ème} plus haute fonction du Département). Polly Trottenberg a également servi au Congrès plusieurs Sénateurs démocrates, dont l'actuel chef de la majorité Charles Schumer (D-NY). Mme Trottenberg est diplômée du Barnard College et a obtenu une maîtrise en politique publique à la Kennedy School of Government de Harvard. ([DOT](#))

Chiffre de la semaine : 627 Md\$

Il s'agit du revenu supplémentaire que dégagerait sur 10 ans une augmentation à 35 cts\$/gal (7,7 cts€/l) (+index sur l'inflation) des taxes fédérales sur les carburants figées depuis 1993 à 18,4 cts\$/Gal pour l'essence (4 cts€/l) et 22,8 cts\$/Gal (5 cts€/l) pour le gazoil, d'après le Congressional Budget Office ([CBO](#)). Le CBO estime également qu'une nouvelle redevance d'usage kilométrique (*vehicle miles traveled tax*) sur les véhicules commerciaux rapporterait 2,6 Mds\$ par an par centime de taxe.

Énergie

Granholm dessine un « clean energy standard » à l'épreuve du Congrès

M. Biden envisage une norme d'énergie propre au sein de son plan d'infrastructure de \$ 2 000 Mds. Par ailleurs, sa prévision de budget pour l'exercice 2022, publiée la semaine dernière, prévoit également \$1,9 Mds pour le *Department of Energy* afin qu'il travaille à la mise en place d'un réseau électrique totalement décarboné d'ici 2035.

La secrétaire d'État à l'énergie, Jennifer Granholm, a déclaré cette semaine que l'administration Biden s'engageait à mettre en place une norme d'énergie propre « Clean energy standard » (CES) pour stimuler la production d'énergie décarbonée. Mme Granholm indique qu'il existe un moyen pour que le Congrès adopte une telle norme. "Cela dépend en grande partie de la façon dont elle est conçue", a déclaré Mme Granholm. Il y a des "versions" de ce projet qui "fonctionneraient avec les règles de réconciliation au Sénat", ce qui permettrait une adoption par le Congrès. ([E&E News](#))

Les États-Unis à mi-chemin d'une électricité décarbonée

Le rapport du Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL), intitulé « [Halfway to Zero](#) », documente la combinaison imprévue d'innovations en matière d'énergie renouvelable ou de fracturation hydraulique et l'impact de deux crises économiques qui ont fait chuter les niveaux de dioxyde de carbone des États-Unis depuis 2005.

Le rapport tire son titre d'une prévision faite en 2005 par l'Energy Information Administration (US EIA). Celle-ci prévoyait alors que les émissions de CO2 du secteur de l'électricité atteindraient 3 000 Mns de tonnes en 2020. Le total n'a été que de 1 456 Mns, soit 52 % de moins que prévu. Le LBNL s'attache à nuancer les résultats et les perspectives sous deux angles contradictoires, l'un étant que la poursuite de la décarbonation est tout à fait possible dans la mesure où de nombreuses solutions technologiques sont prêtes à être déployées ; l'autre étant que l'énorme production de gaz

naturel issue de la fracturation hydraulique, qui alimente des turbines à gaz produisant de l'électricité en émettant beaucoup moins de CO2 qu'en utilisant le charbon, est une aubaine de décarbonation qui ne pourra pas se répéter, à moins que les émissions de carbone du gaz puissent être capturées et stockées de façon permanente à un coût abordable. ([E&E](#))

Echec d'un projet visant à interdire la fracturation hydraulique en Californie

Une proposition de loi visant à interdire la fracturation hydraulique et à interdire l'exploitation des puits de pétrole et de gaz à proximité des habitations, des écoles et des établissements de soins de santé a échoué à l'Assemblée législative de Californie. C'est un revers majeur pour les dirigeants démocrates qui présentent l'État comme le modèle national en matière de protection de l'environnement.

La législation s'est heurtée à l'opposition farouche de l'industrie pétrolière californienne, qui exerce une influence politique considérable sur les législateurs, ainsi que celle des syndicats, qui exerce une force puissante au sein du parti démocrate.

Les responsables de l'industrie pétrolière ont fait valoir que l'obligation de créer des zones tampons de 2 500 pieds (env. 800 m) autour des puits d'extraction des hydrocarbures entraînerait l'arrêt de la majeure partie de la production pétrolière.

En 2020, aux USA, la Californie est le 7^{ème} Etat producteur de pétrole. ([Los Angeles Times](#))

Chiffre de la semaine : 65 \$

Le prix « spot » du baril de Brent a pu atteindre jusqu'à \$65 en mars 2021 soit une hausse de \$3 par rapport à février et de \$33 par rapport à mars 2020. Les [prévisions d'avril 2021 de l'US EIA](#) laissent entrevoir un prix moyen à \$65/baril au 2nd trimestre 2021, puis \$61/baril au cours du 2nd semestre 2021.

Ville Durable

Le retour dans l'accord de Paris donne un nouvel élan aux villes durables

La décision de l'administration Biden de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat cette année donne un nouvel élan aux villes américaines restées engagées à relancer leurs efforts en faveur du développement durable et de la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le retrait des Etats-Unis de l'Accord annoncé par le Président Trump en 2017 avait suscité un large mouvement parmi les villes américaines qui s'étaient alors engagées à maintenir les efforts et réduire leurs émissions. Plus de 250 villes s'étaient engagées dans la campagne "[We Are Still In](#)", qui a depuis évolué en "[America Is All In](#)" après que le président Biden ait rejoint l'accord sur le climat en début d'année.

Les responsables locaux admettent néanmoins que le manque de leadership fédéral, de coordination et de financements fédéraux ont été des obstacles à l'action des acteurs locaux au cours des quatre dernières années, notamment pour la mise en œuvre des projets les plus importants et les plus ambitieux, comme la mise en œuvre de stations de recharge pour véhicules électriques à l'échelle nationale.

Entre-temps, et faute de leadership fédéral, les villes se sont associées les unes aux autres dans le cadre de coalitions ou d'organisations promouvant résilience et durabilité, notamment [C40 Cities](#), [The Alliance for Sustainable Future](#) (partenariat entre le *Center for Climate and Energy Solutions* (C2ES) et the *US Conference of Mayors*), [l'American Cities Climate Challenge](#), la campagne "[Ready For 100](#)" du Sierra Club, ou le International Council for Local Environmental Initiatives ([ICLEI](#)).

De nombreux experts en développement durable des villes aux Etats-Unis soulignent l'importance de l'action au niveau local, car une large part des émissions nationales proviennent des transports et des bâtiments, que de nombreuses villes peuvent régler elles-mêmes. Si les États fédérés et le gouvernement fédéral peuvent définir des politiques, les principales décisions en matière de logement, d'utilisation

des sols, d'aménagement urbain, d'efficacité énergétique, de planification des transports relèvent de politiques définies localement. Néanmoins le retour des États-Unis dans l'accord de Paris permet de fixer un cap aux acteurs locaux et de montrer l'exemple. Cela permettra également de leur conférer de nouveaux moyens pour agir, notamment financiers via un potentiel paquet infrastructures.

Le [tableau de bord](#) 2020 *City Clean Energy Scorecard* de *l'American Council for an Energy-Efficient Economy* (ACEEE), qui analyse les efforts portés par 100 grandes villes américaines en matière de bâtiments, d'énergie et de transport, montre qu'environ 20% de ces villes ont des objectifs de réduction des gaz à effet de serre et sont en passe de les atteindre. Mais que les villes les moins bien classées ont "des années de retard" par rapport aux leaders. ([The Hill](#))

Arrivée des e-trottinettes à NYC

La ville de New York, longtemps considérée comme l'un des derniers gros marchés inexploités par les acteurs de la trottinette électrique en libre service, a [retenu](#) les trois opérateurs [Bird](#), [Lime](#) et [Veo](#) pour participer à son premier programme pilote, qui consistera dans un premier temps à déployer entre 2000 et 3000 « e-scooters » dans la partie Est du quartier du Bronx. Le programme pilote entre désormais dans une phase de concertation locale qui portera sur la sécurité, et les critères d'équité et d'accessibilité du programme pilote, avant un déploiement à l'été ([SmartCitiesDive](#)).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Service économique régional de Washington,
Pôle Écologie, Développement Durable, Énergie et
Transports

Rédacteurs :

Jonathan Gilad, Jérôme Voulard, Alexandre Damiens et Alexis Ghimenti

Pour s'abonner :

alexis.ghimenti@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

"Washington Dawn Monument" by [Bold Frontiers](#) is
licensed under [CC BY 2.0](#)